

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

Ce dossier ne reprend que les références des documents. La version intégrale est réservée aux Membres et aux services du Parlement fédéral. Toutes les adresses électroniques étaient accessibles à la date de parution du dossier. Il est toutefois possible que certaines adresses soient supprimées ou modifiées.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
UNION EUROPEENNE	2
Documents	2
Doctrines	2
Liens.....	3
BELGIQUE	3
Documents parlementaires	3
Doctrines	4
Bibliographie.....	7
PAYS-BAS	7
Législation	7
Doctrines	7
FRANCE	9
Législation	9
Documents parlementaires	9
Documents	9
Doctrines	10
Liens.....	11
DROIT COMPARE.....	11

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

INTRODUCTION

Le gouvernement a déposé un projet de loi visant à instaurer une action collective en réparation du dommage causé à un groupe de consommateurs par une entreprise.

Ce dossier contient une sélection de documentation relative à l'action collective au niveau de l'Union européenne, en Belgique, aux Pays-Bas et en France.

UNION EUROPEENNE

Documents

[« Vers un cadre horizontal européen pour les recours collectifs », Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions \(COM\(2013\)401final\)](#)

[Recommandation de la Commission du 11 juin 2013 relative à des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectif en cessation et en réparation dans les Etats membres en cas de violation de droits conférés par le droit de l'Union \(2013/396/EU\)](#)

Doctrine

VOET, S., "Europa zet class actions definitief op de agenda", *R.W.*, 2013-2014, afl.1, 37-39

VOET, S., "Europa blaast class actions nieuw leven in", *Juristenkrant*, 2013, afl.272, 2-3

MONEY-KYRLE, R., HODGES, C., "European collective action: towards coherence?", *M.J.*, 2012, 4, 477-504

STRUYVEN D., « De groepsvordering of *class action*: een valkuil voor bedrijven en... consumenten? », *Orde van de dag*, 2011, afl.54, 66-69

SIBONY A.L., « Les actions collectives en droit européen: cent fois sur le métier... », *R.E.D.C.*, 2010, liv.3, 577-602

SCOURTI N., ROUVEURE I., « Les recours collectifs pour les consommateurs », *R.E.D.C.*, 2010, liv.3, 603-616

STUYCK J., « Les actions collectives pour les consommateurs – Initiatives européennes », in A. Legendre (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Larcier, Bruxelles, 2010, 57-68

Bibliothèque du Parlement fédéral

L'action collective

dossier n° 128 – 17.01.2014

HODGES, C., « Collective redress in Europe : the new model », *Civil Justice Quarterly*, 2010, vol.26, nr 3, 2010, 370-395

LAFFINEUR J., « Les impacts socio-économiques de l'action collective : éléments de réflexion appliqués au contexte de l'Union européenne », *R.E.D.C.*, 2008, liv. 1, 44-65

MATTIL P., DESOUTTER V., « Le recours collectif européen. État de la situation. – Le recours collectif européen sous la perspective des droits communautaire et comparé », *Revue de droit bancaire et financier*, 2008, liv.4, n° 26, 88-94

Liens

[Commission européenne. DG Santé et consommateurs. Recours collectifs.](#)

[Commission européenne. DG Concurrence. Recours collectifs.](#)

BELGIQUE

Documents parlementaires

[Projet de loi du 17 janvier 2014 portant insertion d'un titre 2 « De l'action collective » au livre XVII « Procédures juridictionnelles particulières » du Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre XVII dans le livre I du Code de droit économique, Doc.parl., Ch.repr., sess.ord.2013-214, n°53-3300/1](#)

[Projet de loi du 17 janvier 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XVII « Procédures juridictionnelles particulières » du Code de droit économique et modifiant le Code judiciaire en vue d'attribuer aux cours et tribunaux de Bruxelles une compétence exclusive pour connaître de l'action en réparation collective visée au livre XVII, titre 2, du Code de droit économique, Doc.parl., Ch.repr., sess.ord.2013-2014, n°53-3301/1](#)

[Proposition de loi du 10 juillet 2013 visant à introduire une forme d'action collective en droit, Doc.parl., Ch.repr., sess.ord.2012-2013, n° 53-2944/1](#)

[Proposition de loi du 5 juin 2013 relative aux procédures de réparation collective \(I\), Doc.parl., Ch.repr., sess.ord.2012-2013, n° 53-2863/1](#)

[Proposition de loi du 5 juin 2013 relative aux procédures de réparation collective \(II\), Doc.parl., Ch.repr., sess.ord.2012-2013, n° 53-2864/1](#)

Bibliothèque du Parlement fédéral

L'action collective

dossier n° 128 – 17.01.2014

[Proposition de loi du 17 février 2012 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une procédure collective, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012, n°5-1493/1](#)

[Proposition de loi du 6 février 2012 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une procédure collective, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2011-2012, n° 53-2035/1](#)

[Proposition de loi du 16 novembre 2011 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012, n°5-1330/1](#)

[Proposition de loi du 3 novembre 2011 modifiant le Code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012, n°5-1293/1](#)

[Proposition de loi du 12 octobre 2011 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Sén., sess. ord.2011-2012, n°5-1264/1](#)

[Proposition de loi du 19 juillet 2011 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2010-2011, n°53-1693/1](#)

[Proposition de loi du 14 juillet 2011 modifiant le Code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2010-2011, n°53-1680/1](#)

[Proposition de loi du 13 septembre 2010 complétant l'article 17 du Code judiciaire et l'article 3 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'instaurer au profit des associations une action d'intérêt collectif, Doc. parl., Ch. repr., S.E., 2010, n° 53-153/1](#)

Doctrine

BOTMAN, C., « De la réparation du dommage dans l'hypothèse de l'introduction en droit belge d'une action collective de type opt-out : importation du modèle québécois ? », *R.G.A.R.*, 2013, afl.1, nr 14934

FALLA, E., « Vers un mécanisme belge d'accord de réparation collective : quels enseignements pouvons-nous tirer de l'expérience néerlandaise ? », *R.D.I.C.*, 2013, n°4, 595-640

VANDENBUSSCHE, W., « Grensoverschrijdende collectieve vorderingen van gedupeerde beleggers », *R.W.*, 2013-2014, afl.7, 243-260

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

VAN OMMESLAGHE, P., « Une class action en droit belge? », in *Liber amicorum François Glansdorff et Pierre Legros*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 415-440

VOET, S., "Collectieve afwikkeling van consumenten-massaschade. Pleidooi voor een geïntegreerde aanpak", *D.C.C.R.*, 2013, afl.100-101, 201-212

VOET, S., "Cultural dimensions of Group litigation: the Belgian case", *Georgia journal of international and comparative law*, 2013, 433-479

VOET, S., « Een Belgische vertegenwoordigende collectieve rechtsvordering : vier bouwstenen voor een Belgische class action », *R.W.*, 2012-2013, afl.18, 682-697

BOONE, R., « De lange weg naar een Belgische class action-regeling (interview met Stefaan Voet)», *Juristenkrant*, 2012, afl. 242, 8-9

FRANKIGNOUL, L., « L'action en réparation collective ou un mécanisme procédural permettant de prendre le droit au sérieux », *T.B.B.R.*, 2012, liv. 5, 194-207

VEROUGSTRAETE, I., « Class actions : les doutes et les certitudes du magistrat », *C.J.*, 2012, afl.4, 99-102

VOET, S., « Nederlandse class action-regeling : lessen voor België ? », *Juristenkrant*, 2012, afl. 248, 12-13

BOONE, R., « België heeft class action-regeling nodig (interview met Antonio Guidi) », *Juristenkrant*, 2011, afl. 229, 8

BOULARBAH, H., « Des « actions groupées » vers « l'action de groupe » : quelle valeur ajoutée pour l'avocat ? » in X., *La valeur ajoutée de l'avocat*, Actes du Congrès de l'O.B.F.G. du 17 février 2011, Limal, Anthemis, 2011, 33-85

BOULARBAH, H., « Le Code judiciaire est-il adapté (en l'état actuel) aux actions tendant à la réparation d'un préjudice de masse ? », in ENGLEBERT, J. (ed.), *Questions de droit judiciaire inspirées de l'affaire Fortis*, Bruxelles, Larcier, 2011, 81-112

DE BAERE, E., « Belgische class action is lijdend voorwerp », *Juristenkrant*, 2011, afl. 227, 10

DE BIE, N., « Groepsvorderingen, de missing link in ons recht », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 75-80

FRANKIGNOUL, L., « Un projet belge de recours collectif au regard des modèles espagnol et québécois », *Rev.dr.Ulg*, 2011, liv. 2, 219-242

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

HOFSTRÖSSLER, P., « Een Belgische class action : de OVB schrijft » in X., *Liber amicorum Jo Stevens*, Brugge, Die Keure, 2011, 353-383

HOFSTRÖSSLER, P., « Waarom een « class action » in België ? Krijtlijnen van het voorstel van de Orde van Vlaamse Balies », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 95-103

[LODEWIJCKX, S., CATTEAU, A., « Introduction des « class actions » en Belgique : opportunité ou menace pour les assureurs ? », *Bull.ass.*, 2011, liv. 374, 4-20](#)

[LODEWIJCKX, S., CATTEAU, A., « Invoering van « class actions » in België : welke gevolgen voor de verzekeringssector ? », *Verzekeringsnieuws*, 2011, afl. 43, 1-20](#)

LODEWIJCKX, S., WILLEMS, J., « Class actions : massaschade voor ondernemingen en verzekeraars », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 55-64

PIERS, M., DE BAERE, E., « Collectief slachtofferschap in rechtsvergelijkend perspectief », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 17-28

ROBYNS, W., « Collectieve afhandeling van massaschade : een reactie uit de verzekeringswereld », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 71-74

STRUYVEN, D., « De groepsvordering of « class action » : een valkuil voor bedrijven en...consumenten ? », *Orde van de dag*, 2011, afl.54, 65-70

Taelman, P., Voet, S., « Belgium and collective redress : the last of the European Mohicans », in DIRIX, E. , LELEU Y.-H., (ed.), *The Belgian reports at the Congress of Washington of the International Academy of Comparative Law*, Bruxelles, Bruylant, 2011, 305-346

VANDE WALLE, G., « Conflictafhandeling bij collectieve schade : op zoek naar herstel », *Orde van de dag*, 2011, afl. 54, 7-15

DE BAERE, E., « Advocatuur en class action : collectieve off-day ? », *Juristenkrant*, 2010, afl. 206, 10-11

[JOTTRAND, J.-M., « Vers une « class action » en droit belge », *La tribune de l'O.B.F.G.*, 2010, liv. 39, 27-29](#)

PUTTEMANS, A., « L'introduction d'une forme d'action collective en droit belge », in LEGENDRE, A. (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2010, 19-46

STEVENS, J., « Class action : de OVB reageert », *Juristenkrant*, 2010, afl.207, 11

Bibliothèque du Parlement fédéral

L'action collective

dossier n° 128 – 17.01.2014

CAUFFMAN, C., « Een model voor een Belgische class action ? De advocatuur neemt het voortouw », *R.W.*, 2009-10, afl. 17, 690-708

DE BAERE, E., « Massaschade, massakritiek ? », *Juristenkrant*, 2009, afl. 194, 10-11

ALLEMEERSCH, B., PIERS, M., « Class action – Eenvoudiger rechtstoegang voor de consument ? », *D.C.C.R.*, 2008, afl. 79, 3-56

EYSKENS, W., KALUMA, N., « La class action et le droit belge. Va-et-vient de part et d'autre de l'Atlantique », *J.T.*, 2008, liv. 6319, 481-488

STOOP, E., « Class action », *Ad Rem*, 2008, afl. 5, 29-39

VOET, S., "Belang (en hoedanigheid) als voorwaarde(n) van de burgerlijke rechtsvordering : een update en knelpunten inzake collectief procederen" in SERRUS, D. , *Actualia gerechtelijk recht*, Bruxelles, Larcier, 2008, 85-126

DE BAERE, E., « Procederen in zaken van massaschade : naar een class action in Belgisch recht ? », *T.P.R.*, 2007, afl. 1, 7-64

HORSMANS, Guy, « La défense des intérêts individuels par la voie collective », in *En hommage à Francis Delpérée. Itinéraires d'un constitutionnaliste*, Bruxelles, Bruylant, 2007, 647-657

Bibliographie

PAYS-BAS

Législation

[Burgerlijk wetboek, boek 7, art. 900-910](#)

[Wetboek van burgerlijke rechtsvordering: art. 392 - 394, art. 1013-1018a](#)

[Burgerlijk wetboek, boek 3, art.305a-305d](#)

Doctrine

VAN DOORN, G., DE BRUIJN, M., « Collectieve afwikkeling van massaschade. Verdeelsleutels voor vergoedingen aan individuele benadeelden », *Nederlands Juristenblad*, 2013, liv. 41, 2856-2863

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

KLAASSEN, C., "De rol van de (gewijzigde) WCAM bij de collectieve afwikkeling van massaschade 'en nog wat van die dingen'", *Ars Aequi*, 2013, liv. 9, 627-639.

BAUW, E., BRUINEN, T., « Slow start of veeg teken ? Gebrekkige naleving Claimcode vereist ingrijpen", *Nederlands Juristenblad*, 2013, liv. 3, 164-168.

KUIPERS, J-J., "La loi sur le règlement collectif de dommages de masse aux Pays-Bas et ses ambitions dans l'espace judiciaire européen", *R.I.D.C.*, 2012, liv. 1, 213-243.

VAN DIJCK, G., VAN DOORN, K., TZANKOVA, L., "Reguleren van de afwikkeling van massaschade", *Nederlands Juristenblad*, 2011, liv. 21, 1383-1389.

VAN DOORN, K., "De Nederlandse wet collectieve afwikkeling massaschade : een slachtoffervriendelijke afwikkeling ?", *Orde van de dag*, 2011, liv. 54, 29-38.

KROES, C. F., « Collectieve actie », *Nederlands Juristenblad*, 2008, liv. 11, 643-644.

HARTLIEF, T., "De twee werelden van massaschade", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, 2595-2596.

BARENDRECHT, M., TZANKOVA, L., "Massaschade : coördinatie gevraagd", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, 2597.

KRANS, H.B., "Des en Dexia : de eerste ervaringen met collectieve afwikkeling van massaschade", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, 2598-2604.

BAERENDRECHT, J.M., VAN DOORN, C.J.M., "Richtpunten voor massale geschillen : het schikkingsspel in de aandelenleaseaffaire", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, p. 2605-2612.

GIESEN, I., "De rol van de rechter bij massaschade : maatwerk of partijautonomie", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, 2613-2614.

FRENK, N., "In der minne geschikt !", *Nederlands Juristenblad*, 2007, afl. 41, 2615-2620.

CROISET VAN UCHELEN, A., HERMANS R, LEMSTRA, J., LUNSINGH SCHEURLEER, D., "Mission statement van een gelegenheidscoalitie", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, 2621-2624.

VAN DEN BIGGELAAR, P.J.M., LOOS, M.B.M., "Concentratie rechtsbijstand in massaschade loont", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, 2625-2632.

SCHONEWILLE, W.M., "De financiering van collectieve acties", *Nederlands Juristenblad*, 2007, liv. 41, 2633.

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

FRANCE

Législation

[Code de la consommation : art. L 421-1 à L 422-3](#)

Documents parlementaires

[Projet de loi relatif à la consommation n° 1015, déposé le 2/05/2013 à l'Assemblée nationale](#)

[Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités n° 811, déposée le 25/07/2013 au Sénat](#)

[Proposition de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs n° 1075, déposée le 29/05/2013 à l'Assemblée nationale](#)

[Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé n° 484, déposée le 5/04/2013 au Sénat](#)

[Proposition de loi portant création d'une action de groupe n° 297, déposée le 28/01/2013 au Sénat](#)

[Proposition de loi visant à instaurer le recours collectif de consommateurs n° 110, déposée le 24/07/2012 à l'Assemblée nationale](#)

Documents

[Avis du Conseil national de la Consommation sur l'action de groupe \(04/12/2012\)](#)

[Rapport sur les travaux conduits au 4ième trimestre 2012 dans le cadre du C.N.C. concernant l'introduction d'une action de groupe en droit français \(04/12/2012\)](#)

[Rapport du Conseil d'analyse économique , « La protection du consommateur : rationalité limitée et régulation », 2012](#)

[Autorité des marchés financiers , « Synthèse de la consultation publique sur le rapport du groupe de travail sur l'indemnisation des préjudices subis par les épargnants et les investisseurs et rapport relatif à l'indemnisation des préjudices subis par les épargnants et les investisseurs » , 2011](#)

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

[Trans Europe Experts, « Réponse à la Consultation publique de la Commission européenne : Renforcer la cohérence de l'approche européenne en matière de recours collectifs », SEC, 2011, 173 final](#)

Doctrine

ARHEL, P., « Volet 'concurrence' du projet de loi 'consommation' », *Petites Affiches*, 2013, n° 135, 4-6

AZAR-BAUD, M.-J., « L'introduction d'une action de groupe en droit de la consommation », *Gazette du Palais*, 2013, n° 244 à 246, 16-20

KIPIANI, P., « De la nécessité d'une action collective en droit administratif français. Eléments de droit comparé », *Semaine Juridique*, 2013, n° 7, 323-331

PIETRINI, S., « L'introduction d'une action de groupe en droit de la concurrence », *Gazette du Palais*, 2013, n° 244 à 246, 21-25

SENECHAL, M., « Regard d'un mandataire de justice sur le projet de class action à la française », *Petites Affiches*, 2013, n° 299, 6-9

X, « Sur la voie de l'action de groupe (Actes de colloque) », *Gazette du Palais*, 2013, n° 135 à 136, 2-54

CERVEAU, B., « L'assurance à nouveau confrontée au spectre de l'action de groupe », *Gazette du Palais*, 2012, n° 335-336, 9-12

du CHASTEL, A., « L'action de groupe en France : mythe ou réalité ? », *Semaine juridique*, 2012, n° 926, 1545-1546

« Action de groupe : enfin ça avance », Entretien avec Florence G'Sell, *Gazette du Palais*, 2012, n° 274 à 276, 7-8

X, « Recours collectifs. Quels enjeux stratégiques et économiques ? Colloque du Centre européen de droit et d'économie de l'ESSEC », *Revue Lamy de la Concurrence*, 2011, liv.28, 145-187

FIEVEE, A., « L'action de groupe ... ou l'introduction d'une nouvelle voie de droit. Réflexions sur les travaux en cours », *Revue Contrats Concurrence Consommation*, 2010, liv.12, étude 14

PATETTA, G., « Opportunité du choix de l'opt-in/opt-out. Le point de vue de l'UFC Que Choisir », in LEGENDRE, A. (coord.), *L'action collective ou action de groupe : se préparer à son introduction en droit français et en droit belge*, Bruxelles, Larcier, 2010, 87-92

Bibliothèque du Parlement fédéral
L'action collective
dossier n° 128 – 17.01.2014

Liens

[Assemblée Nationale. Projet de loi relatif à la consommation n° 1015 \(dossier\)](#)

[Sénat. Projet de loi relatif à la consommation n° 725 \(dossier\)](#)

DROIT COMPARE

AZAR-BAUD, M.J., « La nature juridique des actions collectives en droit de la consommation », *R.E.D.C.*, 2012, liv.1, 3-28

[Powers of the judge in collective redress proceedings. Report compiled and written by Elodie Falla under the supervision of Professors Andrée Puttemans and Hakim Boularbah. Université libre de Bruxelles. February 2012](#)

PIERS, M., DE BAERE, E., « Collectief slachtofferschap in rechtsvergelijkend perspectief », *Orde van de dag*, 2011, afl.54, 17-28

[Overview of existing collective redress schemes in EU member states. Directorate general for internal policies. Policy department A: economic and scientific policy. July 2011](#)

[BEUC. Country survey of collective redress mechanisms \(updated in December 2011\)](#)

TZANKOVA I., KORTMANN, J., "Remedies for consumers of financial services: collective redress and Improvement of Class Representation", *R.E.D.C.*, 2010, liv.1, 117-140

[Les actions de groupe. Les documents de travail du Sénat. Mai 2010](#)

[Strooischade : Een verkennend \(rechtsvergelijkend\) onderzoek naar de mogelijkheden tot optreden tegen strooischade. Juli 2009](#)

PIERS, M., « Class actions. Verenigde Staten v.Europa. Rechtsvergelijkende beschouwingen naar aanleiding van de Wal-Martzaak », *N.J.W.*, 2007, afl.171, 825-837